

## Conseil général du Val d'Oise - Séance du 23 mars 2007

### Question d'actualité présentée par le groupe socialiste et apparentés

*Objet : colère des professeurs et parents d'élèves des collèges du Val d'Oise*

Monsieur le Président,

L'Education nationale est une nouvelle fois la cible de ce gouvernement finissant. Les parents d'élèves et les enseignants se mobilisent dans de nombreux collèges depuis des semaines contre la baisse des dotations horaires globales (DHG) c'est à dire le volume d'heures d'enseignement accordées à chaque établissement, à charge pour lui d'en assurer la répartition.

La logique "d'optimisation des coûts" venue du Rectorat via le Ministère de l'Education nationale va à l'encontre des besoins exprimés sur le terrain. Rappelons que le Val d'Oise est un département qui a des résultats aux examens au dessous des moyennes nationales et de celles de l'Académie de Versailles.

Compte-tenu de cette situation, des établissements sont conduits à faire des choix inacceptables, par exemple celui de réduire les options proposées, les heures de soutien (français, mathématiques...), de laboratoire, le sport scolaire etc... Ils sont poussés à dénaturer les projets pédagogiques, à ne plus organiser de soutien individualisé, tout en respectant les programmes et les directives ministérielles !

Cette véritable casse de l'Education nationale dont sont victimes les collèges et les lycées est le résultat de cinq ans de politique UMP-UDF. A la rentrée 2007 la démolition de ce service public se poursuivra avec la suppression programmée de 8700 postes qui s'ajoutera aux dizaines de milliers supprimés depuis 5 ans. On peut ajouter la baisse de 750 millions € de crédits sur la même période.

Le Gouvernement que vous soutenez a choisi délibérément la réduction aveugle des moyens au détriment de la satisfaction des besoins éducatifs. Mais il doit savoir que l'ensemble de la communauté éducative ne laissera pas faire et qu'elle est soutenue dans ses actions par toutes les fédérations de parents d'élèves. Elles se battent et nous les soutenons dans ce combat pour que l'école de nos enfants ne soit jamais la variable d'ajustement du budget !

Monsieur le Président, notre collectivité ne peut pas plus longtemps accepter une telle casse sociale, éducative et territoriale. Alors que nous investissons massivement dans les collèges, comment accepter dans le même temps une attitude aussi irresponsable du gouvernement envers notre jeunesse ?